

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

LA LOI EL KHOMRI, OU COMMENT RENDRE TAILLABLE ET CORVÉABLE À MERCI LES TRAVAILLEURS

TRAVAILLEURS, TRAVAILLEUSES, FUTURS TRAVAILLEURS

Face à **la crise mondiale du capitalisme** et à **la guerre commerciale** sans merci qui en résulte, la bourgeoisie de chaque pays répond en intensifiant l'exploitation de son propre prolétariat : précarisation des travailleurs, pression à la baisse des salaires grâce à un taux de chômage élevé, augmentation de la durée du travail, en fonction des besoins de l'entreprise, et surtout, possibilité de pouvoir licencier avec un minimum de frais et d'embaucher suivant la demande de travail. On embauche lorsque qu'il y a une forte demande de travail, et on licencie lorsque la demande baisse. Autrement dit, on adapte l'emploi de la main d'oeuvre suivant les besoins de l'accumulation du capital.

Après la Grèce, l'Espagne et l'Italie, la bourgeoisie française et son gouvernement essaye de faire passer les mêmes mesures en modifiant en profondeur le code du travail. L'Allemagne, où l'on peut embaucher des travailleurs à plein temps pour 500€ par mois, a déjà pris ces mesures sous le gouvernement social démocrate de Gerhard Schröder en 2003, et l'Angleterre bien avant sous Thatcher. Ces mesures peuvent se résumer en trois phrases : Libéralisation du marché du travail, baisse des prestations sociales et réforme des retraites, qui consiste à travailler plus longtemps – jusqu'à 67 ans – pour toucher moins !

L'Espagne, où les coûts salariaux unitaires **y ont baissé de 8 % depuis 2009**, est souvent citée en exemple. La bourgeoisie française réclame depuis longtemps que l'on applique les mêmes mesures en France. Ce n'est pas que les divers gouvernements successifs n'ont pas essayé de faire passer les mêmes « réformes », mais **d'importantes grèves et manifestations** – On peut rappeler les grandes grèves des cheminots, de 1986 sous le gouvernement Chirac et de 1995 sous le gouvernement Juppé, et les manifestations de 2006 anti-CPE sous le gouvernement Villepin – ont contraint ces gouvernements à reculer. Aussi pour aller dans le sens de ces mesures, les différents gouvernements ont-ils dû se contenter de petites touches successives.

Pour justifier ces réformes, on nous dit qu'elles permettront de diminuer le chômage, notamment chez les jeunes, car les patrons n'auront plus à craindre d'embaucher des CDI, dans la mesure où ces derniers serapprocheront des conditions de l'embauche de CDD.

Il s'agit d'un double mensonge : d'abord parce que cela revient à mettre la charrue avant les boeufs. En effet, les patrons embauchent non pas parce que l'on peut licencier plus facilement, mais avant tout par ce que **l'augmentation de la production** crée une demande de travail supplémentaire. Et c'est là que gît le second mensonge.

Depuis 2014 et 2015, les entreprises françaises et européennes, à la suite des mesures de restructuration qui se sont traduites par de nombreux licenciements, ont retrouvé leur trésorerie et leur bénéfice d'avant la crise de 2008-2009. Cependant elles n'investissent pas, le taux d'utilisation des capacités industrielles reste inférieur de 20 % à celui atteint en 2007.

Pourquoi la bourgeoisie française et les bourgeoisies de l'ensemble des grands pays industriels n'investissent pas ? **Simplement parce que l'on se trouve dans une situation de surproduction mondiale**, qui se traduit par une chute vertigineuse des prix des matières premières et une guerre commerciale exacerbée. En France la production industrielle est toujours inférieure de 13 % par rapport au maximum de 2007. Au Royaume-Uni de -14 %, en Italie de -23 %, en Espagne de -26 % et au Japon de -14 %. Dans ces conditions aucune reprise économique sérieuse ne se dessine, bien au contraire l'on va tout droit vers **une crise de surproduction internationale majeure**.

Alors, dans ce contexte, à part de créer de nouvelles souffrances pour les travailleurs, à quoi servira cette soi-disant réforme ? Que fera le patronat des ces nouveaux profits qu'il tirera de cette plus grande exploitation

des travailleurs ? Investira-t-il pour augmenter la production et embaucher ? Non, puisqu'il n'y a aucune perspective sérieuse de vente. Ils pourront peut-être accroître leur part de marché au détriment de leurs concurrents, en faisant travailler plus longtemps les salariés déjà occupés – par exemple 10 à 12 heures par jour, avec des semaines de 60 heures, comme le permettrait le nouveau code du travail –, mais en aucun cas ils ne se mettront à investir. Et les profits où iront-ils ? Au mieux ils serviront aux entreprises à racheter une partie de leurs actions, pour se couvrir dans la crise, mais surtout ils permettront de reverser de juteux dividendes à cette couche de parasites que l'on appelle les actionnaires, et de façon générale à augmenter les profits du capital financier.

Nous n'avons pas les chiffres pour 2015, mais en 2014, les dividendes du CAC 40 se sont montés à 56 milliards d'euros, soit une augmentation de 30 % par rapport à 2013 ! 9 milliards ont été utilisés par les entreprises pour racheter une partie de leurs actions, et le reste est allé directement dans la poche des actionnaires.

Le capitalisme est **un mode de production suranné** qui n'a survécu, jusqu'à nos jours, que grâce à deux guerres mondiale et à la défaite du prolétariat révolutionnaire des années vingt.

La deuxième guerre mondiale a permis au capitalisme mondial de sortir de la grave crise des années trente, en rajeunissant sa composition organique et en lui permettant de recommencer tout un cycle. Ce cycle s'est définitivement clôturé avec la 1^{ère} grande crise de surproduction internationale de 1975. Depuis le capitalisme mondial, de cycle en cycle, va d'une crise de surproduction à l'autre. Aujourd'hui nous nous trouvons à la veille d'une crise majeure bien plus terrible que celle de 1929. **Sous le capitalisme il ne peut pas y avoir équilibre entre production et consommation** : l'accumulation du capital exalte les forces productives au maximum, mais ces dernières se heurtent à l'étroitesse des rapports de propriété, à la limite des moyens de paiement.

La Chine, dont la formidable accumulation du capital a permis aux États-Unis, au Japon et à l'Europe de reporter de presque 20 ans **l'inévitable crise**, se trouve au bord de la récession. Les pays en développement, sur lesquels comptait la bourgeoisie des grands pays industrialisés, sont soit en fort ralentissement, soit en récession, comme le Brésil et la Russie.

La crise qui vient touchera en premier les pays industriels qui ont connu la plus forte accumulation du capital dans cet après guerre. Soit : en Europe l'Allemagne, l'Italie du nord et la France. En Asie, le Japon, la Corée du sud et la Chine. En Amérique, l'Amérique du nord, y compris leur sous-traitant, le Mexique.

Pour sortir de cette crise, la solution existe, elle est entre vos mains, camarades : Il faut renverser la bourgeoisie et son État, abolir les rapports de production capitaliste que sont le salariat et le capital, et passer à une gestion communiste de la production et de la distribution.

Pour commencer, il faut renouer avec **la solidarité et la fraternité entre travailleurs** et s'organiser en de **vrais syndicats de classe**, qui n'hésiteront pas, lorsque les conditions sont favorables, à mener des grèves dures et longues, le plus étendues possible, afin de faire reculer la bourgeoisie.

Mais **pour atteindre l'objectif final**, le renversement de la bourgeoisie et de son État, et le passage au communisme, vous devez rejoindre les rangs de votre parti de classe, **le PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL**. Dans les 15 à 20 ans qui viennent l'alternative sera **ou 3^{ème} guerre mondiale ou RÉVOLUTION COMMUNISTE INTERNATIONALE !**

www.international-communist-party.org – icparty@interncommparty.org

Ce qui distingue notre parti : - la ligne de Marx à Lénine à la fondation de la III^e Internationale et du Parti Communiste d'Italie à Livourne 1921, à la lutte de la Gauche Communiste Italienne contre la dégénérescence de Moscou, au rejet des fronts populaires et des blocs partisans;

- la dure oeuvre de restauration de la doctrine et de l'organe révolutionnaire, en contact avec la classe ouvrière, en dehors de tout carriérisme personnel et de tout électoralisme.